

VD_FINDINFO Jug / 2016 / 99 vom 20. Januar 2016

VD Tribunal cantonal, 2016-01-20, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_Jug___2016___99

FR: VD_FINDINFO Jug / 2016 / 99 du 20 janvier 2016

IT: VD_FINDINFO Jug / 2016 / 99 del 20 gennaio 2016

Regeste

LOI FÉDÉRALE SUR LA CIRCULATION ROUTIÈRE, CONTRAVENTION, AMENDE
| 26 al. 1 LCR, 26 LCR, 90 al. 1 LCR, 90 al. 2 LCR, 90 LCR

Erwägungen

E. 1.1

Interjeté dans les formes et délais légaux (art. 399 CPP [Code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007; RS 312.0]) contre le jugement du tribunal de première instance ayant clos la procédure (art. 398 al. 1 CPP), l'appel est recevable.

E. 1.2

S'agissant d'un appel dirigé contre une contravention, la procédure est écrite (art. 406 al. 1 let. c CPP) et la cause relève de la compétence d'un juge unique (art. 14 al. 3 LVCPP [loi vaudoise d'introduction du Code de procédure pénale suisse du 19 mai 2009, RSV 312.01]).

E. 1.3

Selon l'art. 398 al. 4 CPP, lorsque seules des contraventions ont fait l'objet de la procédure de première instance, l'appel ne peut être formé que pour le grief que le jugement est juridiquement erroné et que l'état de fait est établi de manière manifestement inexacte ou en violation du droit. Aucune nouvelle allégation ou preuve ne peut être produite. Cet appel restreint a été prévu pour les cas de peu d'importance, soit concernant des infractions mineures, le droit conventionnel international admettant en pareil cas des exceptions au droit à un double degré de juridiction (Kistler Vianin, in : Commentaire romand, Code de procédure pénale suisse, Bâle 2011, n. 22-23 ad art. 398 CPP).

E. 2

Le Ministère public invoque une appréciation arbitraire des faits et conclut à la condamnation de W. _____ pour violation simple des règles de la circulation routière.

E. 2.1.1

Aux termes de l'art. 33 al. 2 LCR (Loi fédérale sur la circulation routière du 19 décembre 1958, RS 741.01), le conducteur doit circuler avec une prudence particulière avant les passages pour piétons; au besoin, il doit s'arrêter pour laisser la priorité aux piétons qui se trouvent déjà sur le passage ou s'y engagent. L'art. 6 al. 1 OCR (Ordonnance sur la circulation routière du 13 novembre 1962; RS 741.21) impose au conducteur de réduire sa vitesse à temps pour qu'il puisse satisfaire à l'obligation de s'arrêter. L'inobservation de ces prescriptions est une violation des règles de la circulation, punissable selon l'art. 90 LCR. Le conducteur doit vouer à la route et au trafic toute l'attention possible. Le degré de cette

attention doit être appréciée au regard de toutes les circonstances telles que la densité du trafic, la configuration des lieux, l'heure, la visibilité et les sources de danger prévisibles. La prudence particulière exigée avant les passages pour piétons signifie que le conducteur doit porter une attention accrue à ces passages protégés et à leurs abords, par rapport au reste du trafic et qu'il doit être prêt à s'arrêter à temps si un piéton traverse la chaussée ou en manifeste la volonté. En règle générale, le conducteur n'est pas obligé de réduire sa vitesse à l'approche d'un passage pour piétons lorsque personne ne se trouve à proximité, si ce conducteur peut admettre qu'aucun piéton ne va surgir à l'improviste ou si on lui fait clairement comprendre qu'il a la priorité. La visibilité du conducteur doit néanmoins porter sur toute la chaussée et sur le trottoir à proximité du passage. Si le conducteur bénéficie d'une pareille visibilité, il doit ralentir de manière à pouvoir accorder la priorité aux piétons dissimulés derrière l'obstacle (TF 1C_425/2012 du 17 décembre 2012, consid. 3.2 avec les réf. citées). Quant aux piétons, ils bénéficient de la priorité sur de tels passages, mais ne doivent pas s'y lancer à l'improviste (art. 49 al. 2 LCR). Selon l'art. 47 al. 1 OCR, les piétons s'engageront avec circonspection sur la chaussée, notamment s'ils se trouvent près d'une voiture à l'arrêt, et traverseront la route sans s'attarder. Ils utiliseront les passages pour piétons ainsi que les passages aménagés au-dessus ou au-dessous de la chaussée qui se trouvent à une distance de moins de 50 mètres (al. 1). Sur les passages pour piétons où le trafic n'est pas réglé, les piétons ont la priorité, sauf à l'égard des tramways et des chemins de fer routiers. Ils ne peuvent toutefois user du droit de priorité lorsque le véhicule est déjà si près du passage qu'il ne lui serait pas possible de s'arrêter à temps (al. 2).

E. 2.1.2

Le principe de la confiance, déduit de l'art. 26 al. 1 LCR, permet à l'usager, qui se comporte réglementairement, d'attendre des autres usagers, aussi longtemps que des circonstances particulières ne doivent pas l'en dissuader, qu'ils se comportent également de manière conforme aux règles de la circulation, c'est-à-dire ne le gênent pas ni ne le mettent en danger (ATF 118 IV 277 consid. 4a p. 280; 104 IV 28 consid.

E. 2.1.3

Aux termes de l'art. 90 al. 1 et 2 LCR, celui qui viole les règles de la circulation est puni de l'amende (al. 1); celui qui, par une violation grave d'une règle de la circulation, crée un sérieux danger pour la sécurité d'autrui ou en prend le risque, est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire (al. 2). L'infraction plus sévèrement réprimée par l'art. 90 al. 2 LCR est objectivement réalisée lorsque l'auteur viole de façon grossière une règle fondamentale de la circulation et met ainsi sérieusement en danger la sécurité d'autrui. Une mise en danger abstraite accrue suffit. Sur le plan de la faute, l'infraction suppose un comportement sans scrupule ou gravement contraire aux règles de la circulation. Cette condition est toujours réalisée lorsque l'auteur est conscient du danger résultant de sa manière de conduire. Elle peut être réalisée aussi lorsque l'auteur ne tient absolument pas compte du danger auquel il expose autrui; dans cette hypothèse, la négligence grossière ne doit être admise qu'avec retenue (ATF 131 IV 133 consid. 3.2 p. 136).

E. 2.2

Le jeudi 12 décembre 2013, vers 17 h 10, W. _____ circulait à faible allure au volant de sa voiture à [...] en direction du [...] La nuit était déjà tombée et la visibilité était réduite par un épais brouillard. La circulation était dense. Arrivé à la hauteur [...], W. _____ n'a pas

vu le piéton T. _____ qui était en train de traverser la route sur le passage pour piétons, de gauche à droite et l'a heurté avec sa voiture, le blessant. Le premier juge a relevé que les piétons ne devaient pas s'engager sur un passage piétons à l'improviste, qu'en vertu du principe de la confiance, les automobilistes qui s'approchaient d'un tel passage étaient en droit de s'attendre à ce que les piétons ne s'y engagent pas si, pour les voir, ces automobilistes devaient tourner la tête ou détourner le regard de manière importante de la circulation en face d'eux. Il a retenu que, dans le cas particulier, T. _____ s'était engagé sur le passage pour piétons à un moment où W. _____ ne pouvait plus le voir sans détourner son regard et son attention de ce qu'il se passait sur la route en face de lui, qu'on ne saurait donc lui reprocher une inattention et qu'il devrait par conséquent être acquitté. Ce raisonnement ne saurait être suivi. En l'occurrence, l'intimé circulait à faible vitesse, alors que la circulation était dense. Arrivé à la hauteur de la [...] il n'a pas vu le piéton qui était en train de traverser la route sur le passage pour piétons, de gauche à droite dans le sens de circulation du véhicule de W. _____, ni ralenti à l'approche du passage pour piétons et a heurté le prénommé avec son automobile. Au regard des circonstances, il est évident que l'intimé aurait dû voir le piéton engagé sur le passage. Dans ce sens, on doit relever que tant l'automobiliste [...], qui suivait l'intimé que celui, conduit par [...], qui venait dans le sens inverse ont, eux, bel et bien vu T. _____. Quand bien même il n'aurait pas pu voir le piéton ■ ce qui n'est pas le cas en l'occurrence ■ il lui incombait alors de ralentir avant le passage de manière à pouvoir s'arrêter à temps. En en raison de la nuit et de l'épais brouillard qu'il y avait ce soir-là, il aurait dû redoubler de vigilance. A la lecture des témoignages, il n'a toutefois ni vu le piéton, ni ralenti à l'approche du passage piéton (cf. rapport de police du 21 décembre 2013, page 5, témoignage de [...]). Sur le vu de ce qui précède, on doit admettre que l'intimé n'a pas circulé avec la prudence nécessaire et qu'il a ainsi violé l'art. 33 LCR. Partant, il ne saurait invoquer le principe de la confiance. Par ailleurs, il est évident que le piéton ne s'est pas engagé à l'improviste sur le passage pour piétons. Au contraire, la voiture venant en sens inverse s'était arrêtée pour le laisser passer et il avait déjà traversé la moitié de la chaussée avant d'être heurté. En effet, le témoin [...] a déclaré à la police qu'à la hauteur du bâtiment n o 16, elle s'était arrêtée avant le passage pour piétons afin de laisser passer une personne qui voulait traverser la route, que cet individu s'était engagé normalement sur le passage à piéton balisé à cet endroit, qu'il traversait de droite à gauche dans son sens de marche et que l'automobiliste qui venait en sens inverse n'avait pas remarqué le piéton, n'avait pas ralenti et l'avait heurté (cf. rapport de police du 21 décembre 2013, p. 4).

E. 2.3

Au regard des circonstances, le manque de prudence et le non-respect de la priorité à accorder aux piétons dont a fait preuve l'intéressé, le cas présent est constitutif d'une violation simple des règles de la circulation routière au sens de l'art. 90 al. 1 LCR.

E. 3

Compte tenu de la culpabilité de W. _____, il lui a lieu de lui infliger une amende de 300 fr. convertible, en cas de non-paiement fautif, en trois jours de peine privative de liberté de substitution (art. 36 al. 1 CP; 106 CP). Les frais de première instance, fixés à 1'050 fr. par le premier juge et qui comprennent les frais d'enquête, par 250 fr., plus les émoluments relatifs à deux audiences (2 x 400 fr.), doivent être mis à la charge du prévenu condamné (art. 426 al. 1 CPP). Du fait de cette condamnation, W. _____ n'a pas droit à une indemnité pour les dépenses occasionnées par l'exercice raisonnable de ses droits en procédure (art. 429 al.

1 let. 1 CPP a contrario).

E. 4

En définitive, l'appel du Ministère public doit être admis, et le jugement attaqué réformé aux chiffres II, III et IV de son dispositif dans le sens des considérants 2.3 à 2.5 ci-dessus. Les frais de la procédure d'appel, par 810 fr., sont mis à la charge de W. _____ condamné qui succombe (art. 428 al. 1 CPP), et qui, pour ce motif, n'a pas droit à une indemnité de l'art. 429 al. 1 let. a CPP pour la procédure d'appel.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.